Rioux frappe sur les PDG p.3

Alors que des employés se font licencier par milliers, les boss se paient des salaires de plus en plus exorbitants.

Un «vampire» en Transylvanie p.6

Une entreprise minière canadienne s'apprête à défigurer l'une des plus belles régions de Roumanie.

Affaire Valérie Plame p.8

Après le Watergate de Nixon et le Zippergate de Clinton, Bush aura-t-il son «Plamegate»?

Un drôle d'oiseau

Le Couac

Vol. 8 • nº 11 Août 2005 3,50 $

Permis de tuer

Londres invente les assassinats préventifs pour contrer le terrorisme

« Do you expect me to talk? No mister Bond, I expect you to die! ».

- Auric Goldfinger

ON SE CROIRAIT DANS UN MAUVAIS FILM de James Bond mettant en vedette le regrettable Timothy Dalton. À la manière du héros de Ian Fleming, les policiers londoniens ont, depuis les attentats qui ont secoué la capitale britannique, un « permis de tuer » à vue les gens qui paraissent susceptibles de transporter des explosifs. Comme l'explique le chef de Scotland Yard : *« cela ne sert à rien de tirer dans la poitrine de quelqu'un parce que c'est probablement là que se trouve la bombe. Cela ne sert à rien de tirer ailleurs parce que s'ils tombent, ils vont la déclencher. C'est ce que montre l'expérience d'autres pays comme le Sri Lanka. La seule façon de réagir, c'est de tirer dans la tête ».*

Un électricien brésilien innocent a déjà fait les frais de cette politique *jamesbondienne* du « permis de tuer » alors qu'il était pourchassé par des policiers armés dans le métro londonien, fin juillet. Et cela risque de se reproduire, explique le chef de Scotland Yard, puisque l'état d'urgence justifie les moyens employés : *« Quelqu'un d'autre pourrait être tué. J'espère que cela ne se reproduira pas. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour que les choses se passent correctement, mais ces décisions sont prises dans des circonstances terrifiantes ».*

« Shoot to kill ». Voilà à quoi se résume l'approche contre-terroriste actuelle, basée sur la répression tous azimuts. Exit la présomption d'innocence, l'habeas corpus ou le doute raisonnable. Est présumé coupable et exécuté à vue, préventivement, toute personne qui semble être engagée dans des activités « terroristes ». Une façon de faire qui n'est pas sans rappeler le concept de « guerre préventive » qui a servi a justifier l'invasion illégale de l'Irak, dans le mépris le plus total du droit international.

Cette approche du contre-terrorisme, en plus d'aller à l'encontre de siècles de jurisprudence et de droit, présume qu'il est possible d'enrayer d'éventuels attentats par la surveillance, la vidéosurveillance et la répression préventive. Or, à moins d'instaurer la loi martiale ou l'État policier, on voit mal comment même les meilleurs systèmes de sécurité pourraient empêcher un citoyen d'entrer dans un métro comme celui de Londres ou de Montréal avec, par exemple, une bombe au chlore ou de la dynamite, qui sont relativement faciles à obtenir.

À la vérité, la prévention du terrorisme exigerait une remise en question de la politique étrangère occidentale et des dogmes économiques actuels. L'impérialisme américain provoque partout le ressentiment anti-occidental, facilitant la tâche des recruteurs de kamikazes. Dans plusieurs pays comme l'Égypte, le désengagement social de l'État néolibéral a permis aux organisations caritatives islamistes de prendre le relais.

Ce n'est pas tout. Durant les années 1970-80, la CIA a financé et armé de nombreux groupes de moudjahidins afin de les instrumentaliser contre les soviétiques. C'est le cas des Talibans. L'Irak de Saddam Hussein a pour sa part été utilisé dans la guerre d'Iran.

L'Occident et ses pratiques sont directement en cause. Hélas, les grands philosophes contemporains, comme Christian Rioux ou Antoine Robitaille au *Devoir*, sont plutôt portés à défendre des valeurs libérales bourgeoises qu'à faire le procès du réalisme politique ou des doctrines néoconservatrices en vogue. Le terrorisme, nous disent-ils, n'a rien à voir avec la guerre d'Irak ou avec quelque responsabilité occidentale, mais serait plutôt le résultat d'une « idée devenue folle ».

À les entendre, il y aurait, sur le ring des luttes politiques mondiales, deux positions idéologiques mutuellement exclusives. Dans le coin gauche, l'islamisme fanatique, comme le communisme ou le fascisme avant lui, qui empoisonnerait les cerveaux de la jeunesse au même titre que maoïsme rampant des années 1970. Des idéologies qui s'abreuveraient, nous dit-on, au culte de la violence.

Dans le coin droit, les valeurs « démocratiques » occidentales, l'État de droit, l'Occident libéral, pacifié, irréprochable, humaniste et libre, forcé de se défendre contre les invasions barbares, les sarrazins, les anarchistes antimondialisation (voir l'article de Francis Dupuis-Déri, page 5), les communistes, et pourquoi pas les syndiqués, désormais regroupés sous l'appellation d'« Adversaire universel » de l'Amérique ou de ses filiales européennnes (cf Michel Chussodovsky, L'Aut'journal, juillet-août 2005).

Certes, les attentats terroristes sèment la frayeur. Ils confrontent à l'imprévu, à la barbarie et à l'horreur. Dès lors, la tentation est forte de se replier dans une défense du libéralisme économique et politique, et c'est ce que fond plusieurs de nos scribouilleurs. Mais, à la vérité, l'observateur éclairé se doit tout autant de rejeter le fanatisme religieux, islamique ou catholique-croisé, que l'impérialisme, la guerre, le patriotisme frelaté et le moralisme bourgeois qui pavent la voie au « choc des civilisations » et à l'anéantissement de toute civilisation.

L'Occident a rendez-vous avec un sérieux examen de conscience, et il ne saurait en faire l'économie. Il ne s'agit pas de « poser la victime en bourreau » comme le disait Antoine Robitaille. Il s'agit simplement de se poser la question suivante : un monde meilleur se construit-il à coups de matraques, de tapes sur la gueule ou de balles dans la tête ?

La quête de sens qui s'amorce est historique, car elle suppose le dépassement de l'héritage des Lumières, de la technique et de la morale bourgeoise. L'humanité doit prendre conscience d'elle-même, de sa condition fragile et de son développement pour le moment suicidaire, sans qu'aucun dogme n'oriente ce réexamen, en dehors du respect inconditionnel de la vie et du refus de l'obscurantisme.

À l'aveuglement, la non-pensée et la répression brutale, il faut opposer la réflexion, le dialogue, la critique, la solidarité et le refus de marcher au pas.

En ces *Années de déréliction*, notre espoir souffle à nouveau dans la voilure des mots de Gaston Miron :

[...] nous sommes cernés par des hululements proches des
déraisons, des maléfices et des homicides

je vais, quelques-uns sont toujours réels
lucides comme la grande aile brûlante de l'horizon
faisant sonner leur amour tocsin dans le malheur
une souffrance concrète, une interrogation totale

poème, mon regard, j'ai tenté que tu existes
luttant contre mon irréalité dans ce monde
nous voici ballottés dans un destin en dérive
nous agrippant à nos signes méconnaissables

notre visage disparu, s'effaceront tes images
mais il me semble entrevoir qui font surface
une histoire et un temps qui seront nôtres
comme après le rêve quand le rêve est réalité

et j'élève une voix parmi des voix contraires
sommes-nous sans appel
de notre condition
sommes-nous
sans appel à l'universel recours

hommes, souvenez-vous
de vous en d'autres temps...

ERIC MARTIN

Stabilité

La Reine déclarait après les attentats contre Londres que ces bombes ne la feraient pas changer de mode de vie. Elle continuera courageusement à se balader en limousine ou en carrosse sans mettre le pied dans le métro que, du reste, elle n'a jamais pris.

Autopsie sans équivoque

On sait maintenant avec précision ce qui est passé par la tête du jeune électricien brésilien sans rapport avec les attentats manqués de Londres et suspecté terroriste, juste avant sa mort en juillet dernier : cinq balles d'un agent de Scotland Yard.

Chasse à courre urbaine

Une loi voté fin 2004 mettait définitivement un terme à la chasse à courre dans la campagne anglaise et ce, précisait l'article de loi, « tant pour les renards que pour les cerfs et les lièvres ». Il y a quelques jours, les policiers en civil de Scotland Yard ont cependant trouvé une faille dans la loi qui n'incluait pas « les électriciens brésiliens en ville » et en ont profité en toute légalité.

« Dossier spécial »

TERREUR À KABOUL

Quatre bombes américaines font au moins 52 morts et 700 blessés Voir à l'intérieur :

« Nous sommes tous kaboulais », l'éditorial.

« Aucun Québécois parmi les victimes », de notre correspondant à Québec.

« Le flegme afghan mis à rude épreuve », de notre envoyé spécial à Kaboul.

« Sur la piste des pilotes américains : la récréation est terminée pour les services secrets afghans », de notre envoyé spécial à Kaboul.

« Le réseau militaire américain plus fort que jamais : des experts craignent le recours aux armes de destruction massive », de notre envoyé spécial à New York.

« La bourse de Kaboul chute, puis remonte », notre analyste financier.

« Ce qu'en disent les médias afghans », Agence Afghanistan Presse.

« Civilisation contre barbarie », de notre intellectuel spécial à Paris.

« Américains et anarchistes ? Exercée par des soldats américains ou des militants altermondialistes, la logique de la violence est la même », analyse du directeur du département de science politique de Kandahar.

Débat « À qui la faute ? » : « La véritable civilisation américaine : liberté, justice, recherche du bonheur » ou « Les valeurs américaines détournées par des fous de la guerre ».

« George Bush insaisissable : le chef du réseau militaire américain aurait été vu à Londres », notre envoyé spécial à Londres.

« "Nous ne changerons pas notre mode de vie", déclare le roi d'Afghanistan », Agence Afghanistan Presse.

Aussi dans cette édition

« Le Mont-Orford prépare sa relance : nouvelles instalations, nouvelle image »
« Allonger les heures d'ouverture des piscines publiques ? Réunion spéciale du conseil municipal à Drummonville »
« Achetter un condo ? C'est facile ! »

COURRIER DES LECTEURS

« Quand la vérité n'est pas libre, la liberté n'est pas vraie »

Suite à une lettre ouverte intitulée « Le petit dictateur de Val-David » publiée dans un journal local, le directeur général de la municipalité de Val-David André Desjardins (principal concerné) a intenté un procès contre l'auteure, Mme Ginette Deschênes (sympathisante de la cause de Guindonville), lui demandant une indemnité compensatoire de 200 000 $ pour préjudices moraux, rien de moins! Mme Deschênes n'a pourtant fait qu'exprimer librement son opinion dans un journal de la région, lieu de transmission de l'information, lieu d'échange et de partage des idées et surtout lieu de LIBERTÉ D'EXPRESSION et d'OPINION. Elle a par ailleurs fait son devoir de citoyenne en dénonçant ce qui ressemblait pour beaucoup d'entre nous à une injustice sociale flagrante et un non respect de la démocratie. En ce sens, peu importe le résultat du procès, bien que nous souhaitions de tout coeur que la justice fasse son devoir et blanchisse madame Deschênes de toute accusation. [...] Au nom de tous les défenseurs de « la vérité libre » pour une « liberté vraie », nous tenons à dire à madame Deschênes que quoi qu'il advienne à l'issue de ce procès, elle restera pour nous une femme d'une générosité exceptionnelle qu'aucun « rapace » ne saurait détruire ni corrompre.

Chloé et Jean-Pierre Charce
Val-David

Le retour d'Henri Bourassa au Devoir?

Le mercredi 20 juillet 2005, je sirotais tranquillement mon premier café en feuilletant tranquillement *Le Devoir* quand tout à coup, je me suis demandé si l'esprit d'Henri Bourassa lui-même ne venait pas d'en reprendre la direction! Dans la page *Idées*, un texte d'un certain Yves Laberge Ph.D. en psychologie, à propos du mariage gai nous explique le plus sérieusement du monde: « Nous avons tous été conçus par une rencontre masculine-féminine, quelle que soit notre orientation sexuelle. Le versant culturel universel de cette donnée biologique est le mariage, cette sanction sociale que chaque société offre au couple parental homme-femme. En tant que fondement structurel de la société, le maintien du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme se situe donc au-delà des droits et liberté de la personne. ». Ça prenait un psy pour nous sortir un raisonnement aussi vicié! Ce monsieur sait-il que nous sommes en 2005 et qu'un très grand pourcentage de la population occidentale a été légitimement conçu en dehors de ce soit disant « versant culturel universel de cette donnée biologique » qu'est le mariage? Sous couvert de la vertu scientifique, ces propos qui ont l'air de s'exprimer comme une simple opinion ne sont en réalité qu'un détournement pernicieux et gratuit du sens de l'histoire et des fondements de l'anthropologie. En dehors du fait que je m'interroge à savoir quelle sérieuse institution du savoir a donné un doctorat à un type capable de justifier un tel raisonnement, je me demande pourquoi *Le Devoir* publie encore de tels propos. Par soucis de proposer des opinions diversifiées? Pourquoi alors ne pas publier des thèses révisionnistes ou les grandes découvertes philosophiques de Raël? Un peu de sérieux SVP à la rédaction, vous offensez vos lecteurs en ne foutant pas aux égoûts des propos qui dégagent une si forte odeur de m....

Quand on lie un « quotidien pluraliste, qui se veut aussi un espace de discussion des affaires publiques où se rencontrent ceux qui recherchent les solutions aux problèmes de la société québécoise » (voir Politique d'information du *Devoir* sur www.ledevoir.com), on doit s'attendre à que notre intelligence ne soit pas ainsi insultée entre deux gorgés de café, par un petit matin d'été. Dire que je me suis abonné à ce journal parce que je le croyais moins médiocre que les autres!

Claude St-Pierre

Le milieu familial se fait expulser des CPE

Je suis une mère de jumeaux, qui travaillait pour la Banque Royale du Canada quand j'ai appris l'heureux événement. Je me suis mise à la recherche d'une garderie. Quelle fut ma surprise d'apprendre que la liste d'attente est de 2 ans et plus selon certains CPE. Les garderies privées sont de +/- 150 par semaine pour 1 enfant donc 2 égal 300$ total 14 400$ par années. Pour nous cela était impensable de payer un tel montant d'argent.

Donc j'ai entrepris de faire les démarches pour être une éducatrice en milieu familiale: avec succès j'ai pu concilier travail / famille. Depuis 4 ans je suis une éducatrice en milieu familiale. Mon travail m'apporte beaucoup du fait de côtoyer des enfants par leur simplicité, leur joie de vivre, leur découverte, leur spontanéité sans oublier que chaque enfant est unique.

J'ai appris de mon CPE que la ministre Carole Théberge nous fait sortir des CPE pour janvier 2006. Le milieu familial à été imposé au CPE pour combler leur manque à gagner. Maintenant le privé va nous gérer, la qualité des services va être grandement affectée ainsi que les services de soutien. Les gens les mieux placés pour nous gérer sont les Centres de la petite enfance, ils possèdent l'expertise et l'expérience auprès des enfants et des éducatrices.

Je crois que l'accessibilité doit continuer à exister pour tout le monde. Et d'une gérance digne de confiance. Le milieu familiale est la continuité du réseau de la famille pourquoi abolir un service de qualité qui à sa raison d'exister, sa raison d'être étant de répondre aux besoins des enfants et des exigences des parents.

Je suis contre cette décision et choquée de cette nouvelle. Je n'ai pas été convoquée par la ministre Carole Théberge, cela m'a été imposé à moi et aux autres éducatrices en milieu familial.

Et tout cela sans tenir compte du bien-être des enfants et de leur attachement à la garderie familiale, à leur amis et naturellement à leur éducatrice et éducateur.

N.B. Le gouvernement fait de l'argent avec le milieu familial mais pas avec les CPE! Pourquoi abolir le milieu familial?

Sylvie Demers RSG

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal: *Le Couac*, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

►PLOGUES

Pour en finir avec la « culture » du sac de plastique

• Au Québec, environ 2 milliards de ces sacs sont remis aux consommateurs par année, environ 17 milliards en France, et 380 milliards aux États-Unis. À l'échelle mondiale cela représente presque **1 trillion** (1 000 000 000 000) de sacs.

• Ils peuvent prendre jusqu'à 400 ans pour se biodégrader. Après avoir été emportés par le vent, plusieurs se retrouvent dans nos fleuves, puis en haute mer où ils flottent pendant des années.

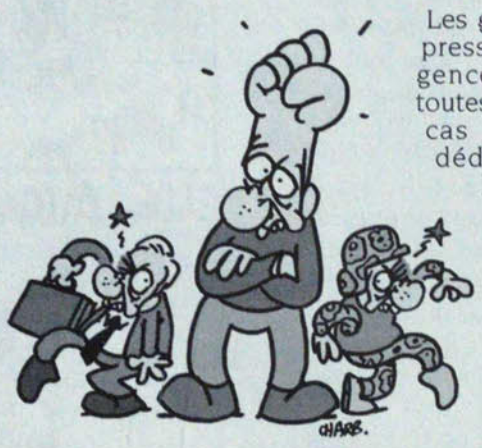
• Des millions de poissons, tortues, oiseaux et mammifères marins les avalent et en meurent.

• La quantité de sacs utilisés en Irlande a été réduite de 90 % après qu'une loi ait été passée en 2002.

Assez des sacs de plastiques? Appuyez le projet de loi 390, interdisant la distribution des sacs de plastique non biodégradables. Ce projet de loi est présenté à l'Assemblée nationale par le député de Lac-Saint-Jean, Stéphan Tremblay.

Pour en savoir plus sur le projet de loi et la pétition à signer: www.ecocontribution.com/390/PetitionFR-390.htm

Esprit critique en demande



Les gens auraient-ils l'impression que leur intelligence est menacée de toutes parts? C'est en tout cas ce qu'on pourrait déduire du succès en librairie du Petit cours d'autodéfense intellectuelle de notre collègue Normand Baillargeon (voir l'extrait page 6). En effet, quelque mois seulement après son lancement, une deuxième édition est déjà nécessaire! Et au moment d'aller sous presse, le Petit cours, était toujours 12e au palmarès de Renaud-Bray, bien placé entre deux autres essais critiques: *Soutien-gorge rose et veston noir* (en 11e) et *Aurore* (en 13e). Le *Da Vinci code*, pour sa part, tirait de la patte en 16e position...

Sélection naturelle

Lors d'une communication scientifique prononcée au MCXXXIIe Congrès de l'Association Internationales des Biologistes, le Dr. I. Fafrète de Sao Paulo a annoncé la découverte d'un nouveau gène permettant aux ressortissants brésiliens vivant en pays nordiques de supporter beaucoup mieux les températures fraîches de leur terre d'accueil. Le gène aurait été sélectionné parce que les frileux qui avaient l'habitude de porter une veste pour se réchauffer ont tous été éliminés assez jeunes par balles dans la tête, laissant ainsi les rares mutants supportant le froid survivre et se reproduire.

Dans un métro près de chez vous

Dans le cadre de sa lutte au terrorisme, Scotland Yard vient d'annoncer que, s'inspirant d'une pratique montréalaise consistant à diffuser de l'opéra à l'entrée des stations de métro pour en éloigner les punks, elle diffuserait dorénavant de la musique d'Ennio Morricone dans les siennes, question d'harmoniser l'ambiance sonore avec sa nouvelle philosophie de « tirer pour tuer ».

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone : (514) 596-1017

Vous voulez collaborer au Couac?
Vous pouvez nous faire parvenir vos textes/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

« Vice-président à l'information et éditeur adjoint »: David Ledoyen

Co-Rédacteurs en chef: Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Marco Silvestro

Collaborateurs: Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Claude G. Charron, Ioana Cotutiu, Clôde De Guise, Francis Dupuis-Déri, Eric Martin, Jean-François Mercure, Michel Rioux, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncœur, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Charlotte Lambert, Marco Silvestro, Sniper, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleurs et travailleuses syndiqué-es de Payette et Simms inc.

Distribué par: Messageries de Presse Benjamin Inc.

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: lecouac@vif.com (514) 596-1017.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: *Le Couac*

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: *Le Couac*.

- Abonnement d'un an: 30,42$ + taxes = **35,00$**
- Abonnement de deux ans: 52,15$ + taxes = **60,00$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15$ + taxes = **60,00$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98$ + taxes = **260,00$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46$ + taxes = **50,00$**

Nom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

C'EST PAR LA TÊTE QUE ÇA POURRIT !

BIEN SÛR, vous me direz que c'est moins grave que ce qui est arrivé à ces trois Saoudiens soupçonnés d'être gais. Peine de mort, monsieur ! On ne lésine pas avec la bagatelle dans cette Arabie saoudite protégée par M. Bush, comme l'est d'ailleurs aussi le Pakistan où on peut tuer des femmes sous prétexte qu'elles n'acceptent pas le mari choisi par la famille.

N'empêche que d'apprendre comme ça, en pleine canicule, que ton boss n'a plus besoin de tes services et qu'il te remet une enveloppe contenant ton 4 pour cent, cela n'a rien de bien drôle.

Un jour, c'est Hewlett-Packard qui annonce la mise à pied de 15 000 employés. Le lendemain, c'est Eastman Kodak qui confirme qu'elle aurait 25 000 employés de trop. Façon de parler, IBM frappe elle aussi dans le mille peu après. Et Kimberlay-Clark fait connaître son intention de se départir de 6000 employés : il va s'en mouiller des kleenex dans ces shops-là. Et Ford qui continue le carnage en ajoutant 10 500 suppressions d'emplois aux quelque 2700 déjà effectuées. En passant, Ford n'est pas précisément en banqueroute, ayant affiché des profits nets de 946 millions US l'année dernière.

Mais imaginons la scène suivante...

Un quidam se présente dans une usine, disons Hewlett-Packard. Sans invitation, ils s'installe à un poste de travail et y demeure. Il en a décidé ainsi. Des dizaines d'autres quidam se présentent à la même usine, sous le nez des ressources dites humaines, et décident que c'est là qu'ils travailleront dorénavant.

Imaginons la même scène chez Ford, chez Kimberley-Clark, chez Kodak, partout où on sabre dans le personnel : des milliers de quidam qui s'invitent et qui exigent d'être sur la liste de paie. Et qui y demeurent pendant des années.

Bien sûr, ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Parmi tous ces sacrifiés des dernières semaines, il ne se trouve aucun quidam à avoir, de son propre chef, décidé de travailler à ces endroits et d'y imposer sa présence.

Il y a donc quelqu'un en autorité qui a engagé des milliers de travailleurs qui se révèlent de trop. On a beau penser ce qu'on veut des ressources dites humaines, elles ne décideraient pas d'engager des milliers de travailleurs sans en avoir été autorisées au préalable par la haute direction.

Ce sont donc des administrateurs particulièrement avisés et sagaces qui ont ainsi procédé à des évaluations aussi erronées se traduisant en milliers de victimes mises à la rue tous les jours.

Ces phénix des affaires paient-ils au moins pour ces erreurs flagrantes ? C'est mal connaître ce milieu que de le croire. La bible des affaires, la revue *Fortune*, apporte les arguments les plus percutants. En 1980, les revenus des PDG étaient 42 fois plus élevés que la moyenne des salaires payés dans l'entreprise. En 1996, ces revenus étaient 217 fois plus élevés. Ils étaient multipliés par 531 en 2000. Les dernières données indiquent qu'on frôle la multiplication par 1000 ces temps-ci.

Un autre chiffre intéressant : aux USA, de 1980 à 1996, les revenus des PDG augmentaient de 925 % pendant que ceux des travailleurs de leurs entreprises connaissaient une chute de 13 %. Et que dire de ces autres données : pendant que le boss de la compagnie Cendant se payait un salaire de 184,5 millions US, les actionnaires voyaient leurs actions dégringoler de 61 %. Chez Cisco Systems, le patron encaissait 157,6 millions US, les actions chutaient de 76 %. C'est bel et bien par la tête que ça pourrit, et pas seulement les poissons.

Il y a plusieurs années, dans une course de chevaux, le cheval s'était prestement débarrassé de son cavalier dès le départ pour filer, ainsi libéré, vers la victoire. Ce qui aurait fait dire à Michel Chartrand que si les travailleurs n'avaient pas de boss sur le dos, ils réaliseraient certainement de belles et grandes choses.

MICHEL RIOUX

Les savants experts sur la langue font fausse route

DIFFICILE DE COMPRENDRE l'aveuglement des dix-sept « experts » qui, mandatés par le Conseil supérieur de la langue française (CSLF), viennent de publier un ouvrage collectif intitulé *Le français au Québec - les nouveaux défis*, sous la direction d'Alexandre Stefanescu, ancien secrétaire du Conseil de la langue française, et de Pierre Georgeault, directeur de la recherche au CSLF. L'ouvrage propose une stratégie de développement du multilinguisme, comme si les objectifs fondamentaux de la charte de la langue française étaient atteints et qu'on pouvait passer à autre chose. Ce n'est certainement pas le cas, ce que Stefanescu et Georgeault reconnaissent en passant, dans la conclusion de l'ouvrage, mais sans reconnaître la gravité de la situation.

D'abord, on comprend mal pourquoi, dans un entretien avec Robert Dutrisac du *Devoir*, (15 juillet) Stefanescu s'en est pris de façon désinvolte à Yves Michaud, à qui il prête une « vision passéiste où le Québec est un espace clos ». Rien n'est plus faux. Michaud, brillant journaliste et remarquable diplomate, est un homme d'une grande culture ouverte sur le monde. Stefanescu prétend-il faire table rase de notre passé ? Notre combat pour la langue française n'a de sens que dans le contexte de notre histoire. Les événements actuels comme la mondialisation confirment la nécessité de continuer ce combat, qui n'est nullement passéiste puisqu'il vise l'avenir.

D'ailleurs, ce qu'on appelle aujourd'hui la mondialisation n'a rien à voir avec l'ouverture sur le monde. Celle-ci caractérise les Québécois, nettement plus que beaucoup d'autres peuples, et cela depuis belle lurette. À ce propos, on peut remonter jusqu'aux explorateurs qui ont découvert les Rocheuses et le Mississippi, aux coureurs des bois et aux missionnaires. La Révolution tranquille des années soixante a marqué une nouvelle étape d'ouverture. Quant à la mondialisation actuelle, elle résulte des ambitions des grandes entreprises transnationales qui s'emploient à réduire les pouvoirs des États nationaux. C'est une poussée économique dont les conséquences politiques et culturelles frôlent le désastre. C'est tout le contraire d'une porte qui s'ouvre. Son seul rapport avec le combat pour la langue est d'en confirmer la nécessité, sans en modifier les objectifs.

Un gouvernement coupable

Les savants experts ferment les yeux sur le fait que le gouvernement du Québec, qui a pris naguère la brillante initiative de proposer la loi 101, est maintenant en train de passer au camp adverse, puisqu'il pratique de plus en plus systématiquement un bilinguisme illégal, comme d'ailleurs la ville de Montréal, qui était jadis fière d'être la deuxième ville française au monde. Voilà un nouveau front où livrer combat. Le multilinguisme cher aux experts ? On est pour, mais on voit mal l'urgence nouvelle qu'on lui attribue. Il y a là matière à réformes dans le régime scolaire, mais pour l'essentiel, cette question relève de la famille et du domaine privé.

Sur d'autres fronts, on peut observer des reculs inquiétants qui exigent, plutôt que de nouvelles stratégies, un regain de combativité. C'est notamment le cas de la langue de travail. L'impérialisme de l'anglophonie y trouve un terrain fertile. C'est aussi le cas du passage au cégep. La proportion des écoliers issus de l'immigration qui choisissent les institutions de langue française est en diminution. L'enseignement de l'anglais dès la première année du primaire, décidée par le gouvernemnt Charest, risque de susciter la confusion dans la tête des tout petits et ainsi de compromettre aussi bien la connaissance de l'anglais que celle du français.

Les spécialistes se querellent à propos de la langue parlée à la maison et de la langue d'usage public. Laquelle est le meilleur indicateur du progrès ou du recul du français ? Les experts du CSLF favorisent la langue d'usage public, alors que d'autres spécialistes, notamment Charles Castonguay et Michel Paillé, s'en remettent à la langue parlée à la maison. Il parait évident que ce sont ces derniers qui ont raison. Depuis des années, les autorités ne cessent de proclamer que le français est — ou doit être — la langue commune au Québec. Cela gonfle les données sur la langue d'usage public, alors que la réalité se trouve dans la langue parlée à la maison. C'est à croire que les experts du CSLF préfèrent masquer la vérité.

Donc la langue officielle du Québec a besoin non pas de nouvelles stratégies, mais plutôt d'une nouvelle combativité.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Course à la chefferie du Parti Québécois

L'embarras du choix

PLUSIEURS NOUVEAUX CANDIDATS sont entrés en lice. Par exemple un phénomène rare, un psychiatre, le Dr Hugues Cormier, qui milite en même temps dans trois partis, ou plus exactement dans deux partis, le québécois et le libéral, et dans un mouvement, l'Option citoyenne, qui se prépare à devenir un parti. Serait-ce un cas d'une forme rare de cyclothymie ? Ses propos indiquent qu'il s'agit en réalité d'un tenant du fédéralisme renouvelé. On lui dira sûrement : médecin, soigne-toi toi-même.

Ghislain Lebel, ancien député que le Bloc québécois a expulsé, a annoncé sa candidature. Sans commentaire.

Une rumeur persistante annonce la candidature de l'ancien ministre péquiste Gilbert Paquette, un « pur et dur » de la première heure, un homme de valeur qui, depuis vingt ans, s'est fait oublier à la Télé-université.

Un économiste du nom de Gilles Hébert est sur les rangs.

Plus importante est la candidature de Pierre Dubuc, l'âme dirigeante du SPQlibre, club de gauche au sein du PQ, et directeur de l'aut' journal. Voilà qui va donner plus d'envergure aux débats qu'on nous annonce.

Parmi les candidats déjà connus, Richard Legendre est le premier à avoir présenté son bulletin de candidature avec les mille signatures exigées. Bonne chance ! (Les autres sont Pauline Marois, Louis Bernard, André Boisclair et l'ancien chef des Verts dont je n'arrive toujours pas à me rappeler le nom.)

Il est évidemment question de Bernard Landry qui hésite devant les vives pressions qu'on exerce sur lui. Tout ce qu'on peut dire au moment d'écrire ces lignes, c'est qu'une source sûre indique qu'il devait prendre sa décision avant la fin de juillet, sans nécessairement l'annoncer immédiatement. Le temps joue-t-il pour ou contre lui ? La suite au prochain numéro.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Dernière heure

Fin juillet, un onzième aspirant est entré dans la course. Il s'agit de Jean-Claude Saint-André, député de l'Assomption, comté naguère représenté par Jacques Parizeau, dont il partage généralement les vues. Saint-André appuie aussi certaines conceptions de Robert Laplante, directeur de *L'Action nationale*, visant à modifier le rôle du référendum dans l'accessioin du Québec à l'indépendance.

Ils nous reste quelques autocollants.
1 $ chacun, taxes et port inclus.
Commandez par courriel: lecouac@vif.com

Co-errance médiatique

Il est 15 heures, en ce samedi 25 juin 2005. Sur une petite colline à l'entrée d'Ottawa, les voici soudain. Ils sont plus de cent. Certains ont l'air hagard, d'autres dansent, un jeune homme, sourire aux lèvres, distribue des bouteilles d'eau. La musique enterre partiellement les slogans qui se succèdent de façon anarchique. L'orage tombé une heure plus tôt sèche déjà sur leurs vêtements. Une semaine qu'ils marchent. Pas un n'a renoncé.

S'agit-il d'un nouveau défi sportif? Non, des sportifs seraient attendus comme le Messie. Les médias des quatre coins du pays se bousculeraient déjà pour les interviewer. Aujourd'hui, nul journaliste de *Radio-Canada* ou du *Devoir*. Ces marcheurs-là sont en forme, pour certains, pas mal moins pour d'autres, ils ont de 7 à 77 ans et ne verront que quelques médias indépendants saluer le dernier round de leur match contre l'injustice. Aurait-il fallu que l'un d'entre eux faiblisse sous une insolation pour que l'on daigne s'intéresser à leur cause?

Les médias ont peut-être jugé que l'événement ne touchait pas assez de gens? Après tout, il n'y a que 200 000 personnes sans statut au Canada et seulement 110 associations qui ont appuyé la marche...

Ils ont marché une semaine pour les droits des réfugiés, pour que cessent les certificats de sécurité, pour que des familles ne soient plus séparées, pour que devienne réalité ce que le Canada se targue d'être: une terre d'accueil. Le public n'en saura rien. Ou si peu.

Mais essayons de comprendre. Solidarités sans frontières, à l'origine de cette marche, n'a peut-être pas fait son travail? Patrick Cadorette, un des responsables des relations avec les médias pour l'organisme, a retracé pour nous les préparatifs de la marche. Dès le mois de janvier, les médias ont été informés de la tenue de l'événement. Une nouvelle conférence en avril n'a attiré que peu de journalistes et engendré deux maigres articles. S'en sont suivis des communiqués de presse envoyés intensément la semaine précédent la marche et de nombreux appels à des journalistes et responsables de rédaction dans les médias régionaux et nationaux. Le tout a occupé une dizaine de personnes pendant plusieurs semaines. Le jour du départ de la marche au centre-ville de Montréal, des cameramen des gros réseaux ont jugé que quelques centaines de personnes, c'était trop peu. Ils n'ont même pas pris la peine d'attendre le début du point de presse qui avait un peu de retard.

Bref, rien ou pas grand-chose du côté des «informateurs» du public... À titre d'exemple, le 18 juin, premier jour de la marche, le Téléjournal a relégué l'info à la 17ème minute... pour quelques secondes de «reportage». Toutes les tentatives pour joindre le chef de pupitre dudit journal ont été vaines: le bienheureux était parti en vacances... On nous fait savoir, tout de même, que le Téléjournal a eu la gentillesse de passer la nouvelle à l'arrivée le 25 juin et avec image, en plus! Vérification faite, c'est vrai: la marche a eu droit à 27 secondes. 7 jours de marche pour 27 secondes où l'on se contente de réciter sur un ton radio cadenassien ce que demandent les marcheurs. Quelque chose sur les suites de la marche? Une petite entrevue? Un journaliste heureux de se montrer le minois en fin de reportage? Nenni!

La marche *Du pain et des roses* qui s'était tenue en 1995 avait, elle, eu droit à un peu plus d'égards. Dans la grosse *Presse*, par exemple, on y était joyeusement allé d'un article quotidien, racontant en détails le périple des femmes. Attendez, me direz-vous, elles étaient des centaines et elles avaient à leur tête l'emblématique Françoise David! Mais la marche pour les réfugiés était quand même escortée par Jaggi Singh. Faut dire que le discours anarchiste radical (mais néanmoins pacifique) de Singh est pas mal plus dérangeant que celui de David...

Les médias ont peut-être jugé que l'événement ne touchait pas assez de gens? Après tout, il n'y a que 200 000 personnes sans statut au Canada et seulement 110 associations qui ont appuyé la marche... Et puis, il se passe des choses pas mal plus importantes dans notre bel hémisphère! La météo, Bush qui commence à réfléchir sur l'environnement, les préoccupations publiques d'un plongeur à peine sorti de l'adolescence... De son côté Joe Volpe, ministre de la citoyenneté et de l'immigration, a fini de jeter de l'ombre sur la marche en refusant de recevoir en personne les réfugiés et ceux qui leur sont solidaires pour que leurs voix soient entendues. Des familles entières ne se décident pas à faire Montréal-Ottawa par 30 °C à l'ombre simplement pour la beauté du paysage.

Alors que les marcheurs, de retour à Montréal, attendaient toujours, des centaines de journalistes faisaient le pied de grue devant une prison de Joliette. L'ironie de la chose veut que Radio Cadenas ait invoqué le manque de bureaux le long de l'itinéraire de la marche pour justifier sa piètre couverture... Mais Joliette, comme chacun le sait, est un haut lieu de convergence médiatique! Il faut dire que Karla Homolka s'apprêtait à faire son entrée dans le grand cirque médiatique, fraîchement délaissé par Michael Jackson! On attend le prochain crime sordide: il ne devrait pas tarder.

Au moins, on ne peut reprocher à nos chers médias un manque de cohérence. «The show must go on».

ISABELLE BAEZ

Cherfi libéré!

C'est avec énormément de joie que nous avons appris, à la mi-juillet, la libération de Mohamed Cherfi par les autorités américaines. Ce militant des droits humains avait été arrêté dans un sanctuaire de Québec où il s'était réfugié, puis avait été déporté aux État-Unis parce que son travail incessant auprès des réfugiés agaçait sérieusement le gouvernement canadien. Il croupissait depuis plus d'un an et demi dans une prison américaine et risquait l'extradition vers l'Algérie où sa vie était menacée.

Cette libération a été rendue possible suite à la reconnaissance de statut de réfugié politique que lui ont accordé les tribunaux américains de l'immigration en juin dernier. Cette décision (et le fait que le gouvernement américain ne l'ait pas portée en appel comme il avait annoncé vouloir le faire) confirme une fois de plus toute la légitimité des demandes de Cherfi et l'injustice qu'il a subie pendant tous ces mois.

Par conséquent, les autorités québécoises en matière d'immigration se doivent d'émettre à Cherfi un certificat de sélection du Québec et Immigration Canada doit lui fournir un visa afin qu'il puisse revenir ici, chez lui, sans plus de délai. Plus aucune raison ne peut justifier la poursuite de cette saga (dont vous pouvez lire le récit au http://www.mohamedcherfi.org/) puisque le pays de Guantano Bay lui-même vient de le déclarer réfugié politique digne de ce nom!

LE COIN DU MASOCHISTE

Il faut bien qu'au moins un canard souffre
pour le bien de la canarderie
C'est malheureusement moi qu'on a choisi.
Avec, je l'avoue, un peu de plomb dans l'aile,
je m'astreindrai donc...
à lire chaque mois pour les autres canards...
La *Gazette*, Couac!
Le *Globe and Mail* Couac! Couac!
Et le *National Post*, Couac!
Couac! Couac!

My God... les pure laine don't want an Anglo as PM!

Le 30 juin, *La Presse* publiait les résultats d'un sondage où on demandait aux Québécois comment ils réagiraient si une femme, un gai ou un Anglo devenait premier ministre. L'Anglo étant le moins bien coté, il fallait bien s'attendre à ce que *The Gazette* en interprète les résultats.

«Anglos can apply – but tentatively» titrait l'édito du 4 juillet. On y dit: «À l'instar du journaliste Yves Boisvert, nous croyons que si, dans ce sondage la rectitude politique a joué pour une femme et un gai avec respectivement 85 et 81% d'approbation, elle n'a eu aucun effet pour un Anglo avec seulement 57% de réponses positives.»

Et d'ajouter l'éditorialiste: «Le degré de non-acceptation ne s'éteint même pas quand l'aspirant a d'impeccables dons linguistiques et managériaux. C'est d'être pure laine qui compte pour de nombreux Québécois: dans certains milieux, autant Pierre Trudeau que Charest ont été méprisés pour l'unique fait qu'il sont tous deux issus d'un père franco et d'une mère anglo. Deux raisons expliquent ça. Il y a d'abord le fait que le Québec constituant un cas unique en Amérique du Nord, les Québécois ont tendance à croire que seul un franco peut pleinement comprendre la nécessité de sauvegarder la culture française; mais il y a également l'anglophobie rampante qui a traditionnellement existé et qui existe encore comme mécanisme de défense contre les Anglais.»

Ici, pas un mot sur le fait que les éditoriaux de *The Gazette* ont, chacun en leur temps, consacré Pierre Elliot et Patapouf grands sauveurs du Canada. À la fin des années soixante, le dandy leur a servi de bouclier contre un Lévesque déterminé à ce que les Québécois abandonnent leurs réflexes de colonisés. Après la frousse référendaire de 95, on avait déterminé que Daniel Johnson fils ne faisait plus le poids avec l'arrivée de Lucien Bouchard comme PM. S'il fallait qu'il déclanche un troisième référendum! God is good. We have John-Jean.

Et l'éditorialiste de conclure: «35 % de gens qui n'apprécieraient pas un premier ministre anglo correspondent exactement avec ceux qui optent pour la souveraineté du Québec peu importe les arguments rationnels mis en valeur contre cette mauvaise idée». Bref, ceux que l'on appelle abusivement «les purs et durs» sont tous cinglés. Et racistes!

Propos tout aussi malicieux tout à côté dans le papier: «Where are government jobs for anglos? signé Henry Aubin.

Un chroniqueur qui en profite d'abord pour régler ses comptes avec les trois autres journaux montréalais: «*La Presse* regrette aujourd'hui la tiède générosité des Québécois envers les anglophones. Elle s'offusque que les nationalistes répètent que quiconque vivant au Québec est un Québécois, alors que bien des Pures laine ne voient pas les Anglo-Québécois comme entièrement Québécois. C'est un changement de ton. Il y a un an, ce journal tout comme les deux autres journaux francophones, avait colporté l'idée que les défusionnistes ne voulaient pas s'incorporer à Montréal à cause de leur répugnance à travailler avec des francos.»

Je me permets ici d'interpeller Aubin. Eh Henry, si c'était ça le problème. Tes amis défusionnistes ont toujours été des séparatistes qui s'ignorent. En 1996, ils ont tout fait pour que les conseils municipaux des enclaves dorées du *West-Island* votent des résolutions partitionnistes. Au cas où...

Tu déplores que, parmi les 105 personnes qui siègent actuellement dans le Conseil de Montréal et les conseils d'arrondissements, il n'y ait qu'un seul «non-white» (Alan DeSousa, maire de Saint-Laurent). Tu ne peux t'en prendre aux Francos pour une telle incurie puisqu'aux dernières élections dans les villes où tes amis appuyaient fortement le parti de Gérald Tremblay – avec comme unique motivation la récupération de leur ville «annexée de force à Montréal» – , ils auraient pu corriger la situation dans leurs arrondissements où les «non-whites» sont nombreux. Comme à Pierrefonds et à Dollard-des-Ormeaux par exemple.

Aux élections du 4 novembre 2001, tes amis partaient pourtant d'une longue tradition dans leur capacité d'inclure les Néo-Québécois à leur communauté puisque presque tous les enfants des Néo-Québécois avant 1977 fréquentaient l'école anglaise. Des Néo-Québécois qui, par la force des choses, allaient gonfler le nombre de ceux qui s'identifient d'abord comme *Canadian*. Tu admettras comme moi, Henry, que c'était difficile d'intégrer beaucoup de ces braves gens qui, souvent, pouvaient à peine s'exprimer en français, à un fonctionnarisme qu'ils avaient appris à détester.

La loi 101 a transformé le Québec en une des sociétés les plus inclusives et c'est surtout depuis un an avec toute cette flopée de gens de couleurs occupant l'avant-scène, que les changements apparaissent pour l'avenir des plus prometteurs. Début d'été 2004, Maka Kotto devient député de Saint-Lambert, tandis que c'est au tour de Yolande James trois mois plus tard de représenter le comté de Nelligan à l'Assemblée nationale. D'autres surprises? Luck Mervil est choisi Patriote de l'année et Stanley Péan est élu président de l'UNEQ. Et pour un second 24 juin de suite, ce sont rappeurs et chanteurs à peau plus ou moins ambrée qui majoritairement ont envahi la grande scène du parc Maisonneuve. Pour chanter le Québec nouveau.

Avec le Canada que tu as à l'esprit, Henry, je comprends ta difficulté à accepter ce Québec nouveau. Tout n'est pas gagné mais on peut dire que «les enfants de la loi 101» ont relativement assez de facilité à côtoyer les tricotés serrés. Demain, ils devraient être assez nombreux à accéder à notre fonction publique.

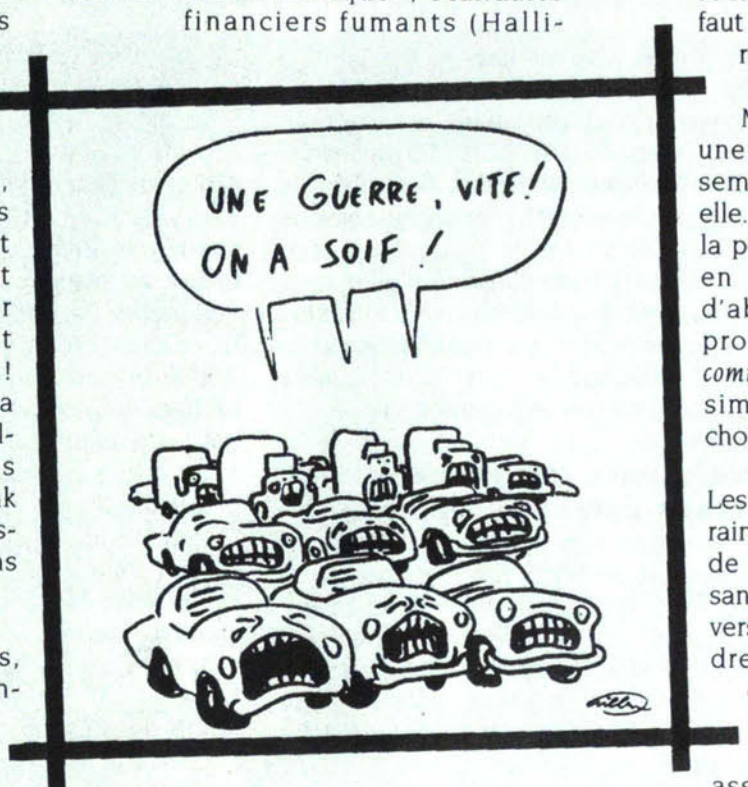
Mais encore faut-il qu'ils complètent leurs études post-secondaires en français, car l'intégration à la société d'accueil ne se fait pas uniquement par un plus ou moins bon apprentissage de la langue. Il doit également se faire par une connaissance de l'histoire du pays d'adoption.

Et, – il ne faut pas avoir peur des mots –, par un certain degré d'assimilation à la culture ambiante. En cela, je doute que Dawson, Vanier, McGill, Concordia ou tes papiers ont des chances de faire pleinement apprécier à nos Néo les mots d'un Miron et d'un Vigneault.

CLAUDE G. CHARRON

Une politique de fer

L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE a cafouillé à la fin juin à propos de la question du retrait éventuel des troupes et à propos du terrorisme. Cheney a prétendu que celui-ci achevait, mais des militaires de haut rang l'ont contredit, allant jusqu'à avancer qu'on en avait encore pour dix ans! Bush de son côté a déclaré que les soldats américains resteraient en Irak tant que leur « mission » ne serait pas terminée.



Pendant ce temps, difficulté additionnelle, le gouvernement des États-Unis est en butte au ressac d'une fraction du public américain, consciente de s'être fait mentir tout au long des différentes phases de l'affaire d'Irak. L'opinion américaine fait pression en vue d'abréger la présence des troupes là-bas.

Signe d'une situation problématique, des faits insolites surviennent, par exemple les rencontres, affirmées, niées, confirmées, entre des Américains et des insurgés, qu'est-ce que c'est que cela? Singulière approche. Peut-on en imaginer la raison? Mouvements de pions en prévision d'un damier politique futur? Tentatives de corruption? Efforts pour miner la résolution des résistants ou bien simplement pour l'évaluer? Nul ne sait.

La situation est compliquée. Attentats incessants, installation du nouveau « gouvernement » irakien, présence militaire américaine indispensable, mais coûteuse et impopulaire, organisation laborieuse d'une armée irakienne, rhétorique « démocratique », scandales financiers fumants (Halliburton), opinion mondiale négative pour une grande part.

Comment analyser ce bordel?

Allons à l'essentiel, qui est simple. Le commentaire ne doit pas faire de détour. Autrement, on ne comprend plus grand-chose. Pense-t-on que la politique américaine en Irak soit aussi mêlée que cette confusion?

On aurait tort. Elle est rigide. Elle n'a qu'un but. Elle n'a qu'une idée. C'est une politique de fer. Malgré des tergiversations superficielles, il n'y a qu'une ligne, elle est ferme, on s'y tient, on ne la lâchera pas. Le reste est sans consistance.

C'est une politique à coordonnées multiples, bien entendu, mais sa seule fin est de ne pas laisser échapper le contrôle du pétrole entre des mains ennemies ou peu sûres.

Des commentateurs s'égarent dans les complications de la situation. L'impérialisme, lui, ne se laisse pas distraire. Il faut raisonner comme il raisonne.

Mille données, mais une seule règle. L'ensemble s'explique par elle. Il faut comprendre la politique américaine en Irak non point d'abord comme une problématique, *mais comme une volonté*. Cela simplifie pas mal de choses.

Les cafouillis sur le terrain, les complications de la politique partisane américaine à travers tout ça, le désordre résultant d'une domination encore mal établie et notamment mal assurée sur sa base circonstancielle qu'est le gouvernement irakien fantoche, ne changent rien à l'obsession américaine: le pétrole. C'est un absolu.

Bush suit cette logique unique, impérialisme à l'état pur, à travers les turbulences de l'heure.

La guerre d'Irak obéit à une logique rigoureuse. Comprendre cette volonté tenace, c'est pouvoir prévoir ce qui se passera. Car elle ne changera pas d'un iota. Contre vents et marées, elle sera maintenue. Tout s'organisera nécessairement autour de cette idée centrale. Dès lors, le reste se conformera. A moins que l'opinion publique américaine n'implose, chose bien peu probable.

Oublier cela, c'est se perdre dans des spéculations oiseuses.

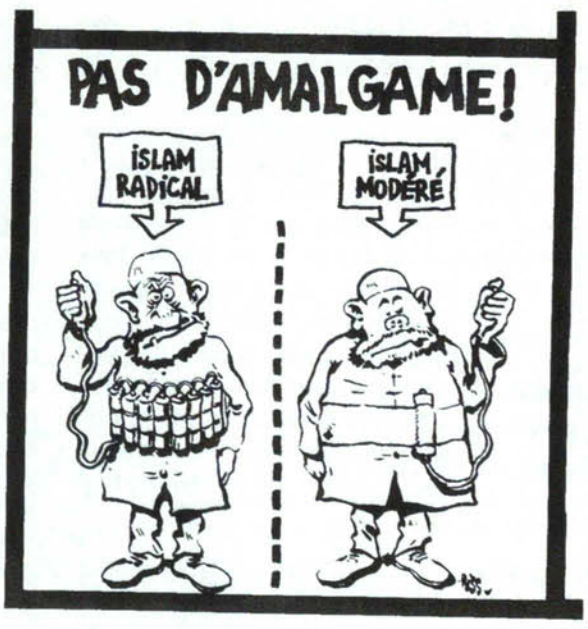
PIERRE VADEBONCOEUR

EN BREF

39 000 Irakiens décédés

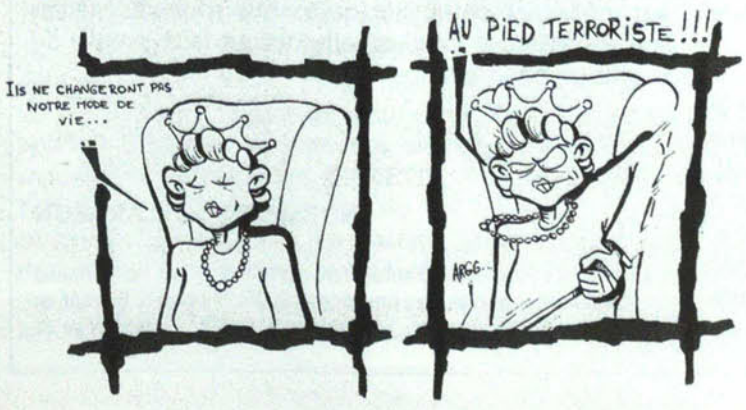
New York — Quelque 39 000 Irakiens ont péri du fait des combats ou des violences en Irak depuis le début de l'intervention américai-

39 000 morts, ça vaut bien une brève (*Le Devoir* 12-7).



Divagations universitaires

Dans un article plutôt surréaliste, bien qu'intitulé: « Triste réalité: le seul véritable objectif des terroristes est l'islamisation radicale de la planète » (*La Presse*, 24/07/05), Germain Belzile et Jean-Charles Chebat, tous deux professeurs aux HEC-Montréal, réfutent l'idée que le terrorisme soit l'arme du pauvre. Pour eux: « Le terrorisme n'est pas une arme, car sa caractéristique principale est de tuer aléatoirement. ». On se demande bien ce qu'étaient les bombes larguées par l'armée américaine qui ont tué au hasard des milliers de victimes civiles innocentes en Irak et en Afghanistan...



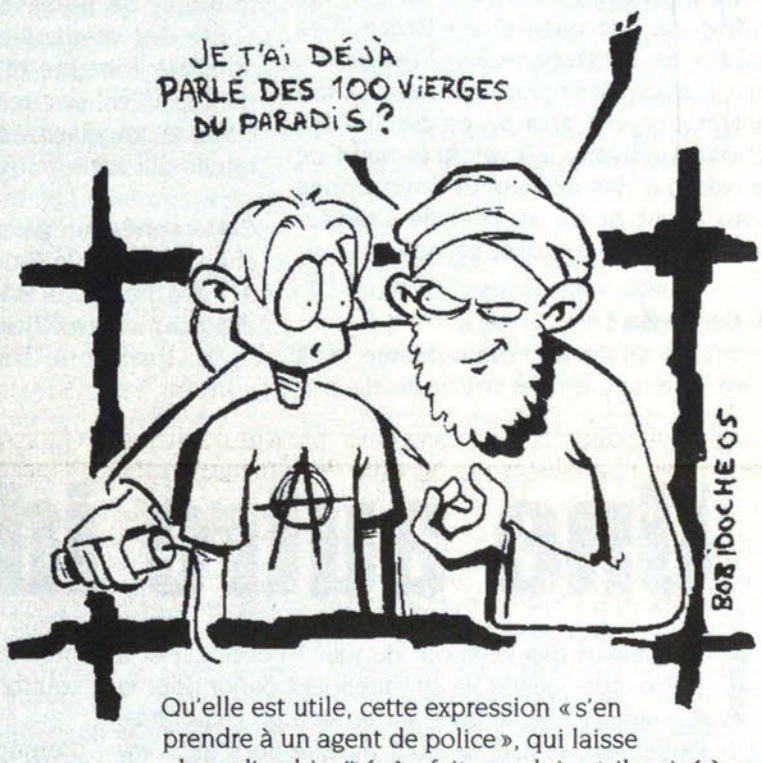
Association entre les anarchistes et Al-Qaeda

Terrorisme intellectuel

ALORS MÊME QUE des militantes et militants altermondialistes sont harcelés par les policiers qui protègent le G8 en Écosse, et que fument encore les lieux des attentats à la bombe à Londres, *La Presse* (08/07/05) nous gratifie d'une analyse pondue par Tim Dunne, distingué et sophistiqué directeur du département de science politique à l'Université d'Exeter en Grande-Bretagne, pour éclairer l'esprit de ses contemporains.

Le scientifique de la politique se demande, l'air songeur, « qu'est-ce qui distingue la violence qu'utilisent les anarchistes anticapitalistes d'Écosse des tactiques dont se sert Al-Qaeda dans ses attentats à New York, Bali, Madrid et maintenant Londres? » Sa sagace réponse: rien. « Qu'elle soit exercée par des groupes terroristes ou par des groupes anarchistes, la logique perverse de la violence ne peut pas être transcendée ». Bref, la nature des gestes et la logique politique des anarchistes et des « islamistes » est la même, de même que leur (non) valeur morale: « Y a-t-il une différence au plan moral entre s'en prendre à un jeune agent de police ou à un usager du transport en commun de Londres? » Ah bon?

Pour la science politique, être pris dans une bousculade avec un policier et placer des bombes qui vont tuer des dizaines de civils, est identique d'un point de vue moral. Pour le moins étonnant... Qu'en plus de 5 ans — disons depuis les manifestations contre l'OMC à Seattle en 1999 —, les manifestants altermondialistes n'aient tué personne, ni policier, ni politicien, ni civil ne mène pas cet éminent scientifique politique à penser qu'il y a — en fait — des différences à la fois morales, stratégiques et tactiques entre les « anarchistes » et Al Qaeda.



Qu'elle est utile, cette expression « s'en prendre à un agent de police », qui laisse planer l'ambiguïté. Au fait, que lui est-il arrivé à ce policier? Serait-il grièvement blessé? Mort peut-être? Ah, ces anarchistes, quels violents barbares! Et que manque-t-il aussi dans l'analyse fine de notre scientifique politique, sinon de mentionner que les policiers eux ont tué un manifestant altermondialiste à Gênes en 2001 en marge du G8, en ont blessé des centaines d'autres un peu partout en Occident, parfois grièvement (comas, fractures, etc.) et en ont incarcéré des milliers d'autres, dont plusieurs pour plusieurs mois, voire des années. Quelle brutalité d'État pour quoi, au final? Quelques vitrines de McDonald's fracassées, et des policiers bousculés. Trois fois rien, sur l'échelle historique de la violence politique, mais presque une guerre civile aux yeux de scientifiques politiques qui confondent tout et son contraire.

Autre belle confusion que le scientifique politique nous sert en guise de preuve: « On peut établir d'autres parallèles entre l'action des terroristes islamistes et celle des anarchistes anticapitalistes. Tous deux voient la mondialisation comme leur ennemi. » Étonnante logique illogique. Il oublie de dire que le Pape Jean-Paul II s'opposait lui aussi à la mondialisation. Faudrait-il que l'armée américaine bombarde le Vatican et que le Pape soit déporté à Guantanamo Bay?

Enfin, alors que ce scientifique politique pond son analyse foireuse, des milliers de manifestants sont mobilisés en Écosse pour contester la légitimité du G8. Parmi ces manifestants, quelques anarchistes et grand nombre d'antiautoritaires — féministes radicales, écologistes, etc. — qui favorisent des organisations non hiérarchiques, où les décisions se prennent par délibérations collectives et par consensus.

Cette année, quelle forme a pris leur agitation? Des spectacles de musique, des bloquages de rue — qui se sont soldés par plusieurs centaines d'arrestations — et des manifestations carnavalesques: des manifestants se sont déguisés en « capitalistes » pour scander des slogans ironiques en faveur du néolibéralisme — « Bombardons les pauvres! », « Des bombes, pas de pain », etc. D'autres déguisés en clowns ont manifesté joyeusement sous la bannière de l'Armée clandestine des clowns rebelles, accompagnés d'une fanfare de samba, la Brigade de bruit infernal, et ils ont mis sur pied, comme lors du G8 à Évian en 2003, des campements militants, véritables villages de tentes temporaires et autogérés, où sont organisés des débats et ateliers d'éducation populaire, des projections de films, etc.

Qu'un scientifique politique voit là des terroristes de la trempe d'Al Qaeda relève du terrorisme intellectuel. De telles affirmations seraient drôles si elles ne venaient pas encourager la répression des militants. D'ailleurs, ils ont été plus de 700 arrêtés en Écosse, dont plusieurs détenus grâce à la Loi anti-terroriste... Notre directeur de département de science politique, tout diplômé qu'il soit, ne raisonne pas mieux qu'un simple flic...

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Le Couac, août 2005, page 6

Un nouveau type de « vampire » en Transylvanie

PAR CLÔDE DE GUISE ET IOANA COTUTIU*

La Transylvanie est un lieu mystérieux où naquit Dracula, ce vampire célèbre qui a fait couler beaucoup d'encre et à en croire la légende beaucoup de sang aussi. Le nouveau « vampire » de Transylvanie est une entreprise minière canadienne junior, *Gabriel Resources*, enregistrée à la Barbade, dont le siège social est à Toronto. Elle ne cherche pas à sucer le sang d'une carotide bien juteuse, mais elle suit un filon d'or qui est suspect. Voici l'histoire de la mine d'or Rosia Montana, au cœur de la Transylvanie en Roumanie.

Gabriel Resources contrôle 80 % de Rosia Montana Gold Corporation (RMGC) qui caresse l'ambitieux projet d'ouvrir la plus grosse mine d'or à ciel ouvert d'Europe, d'une superficie totale d'environ 1 600 hectares. L'initiateur de ce projet mégalomane est Frank Timis, roumain d'origine vivant en Australie. Personnage douteux, il a été poursuivi pour trafic d'héroïne en Australie. Puis, il a mis en place le projet RMGC qui n'est pas propre, propre, comme nous le verrons. Est-il toujours rattaché à ce projet ? En novembre 2004, dans son curriculum vitae déposé à la Bourse de Londres, il prétendait détenir encore 8 % des actions de RMGC. Récemment, ce fraudeur professionnel a réussi à faire croire qu'il avait découvert un énorme champ de gaz naturel en Grèce. Les actions de l'entreprise *Regal Petroleum* , dont il était membre du conseil d'administration, ont grimpé en flèche. Un actionnaire inconnu a vendu le quart de l'ensemble des actions de l'entreprise juste avant qu'un journal de Grande-Bretagne mette à jour le scandale.

Ô Canada !

Depuis la chute du communisme et la mise en place d'une politique de privatisation en Roumanie, *Gabriel Resources* a acquis 200 km² de mines à ciel ouvert dans la région densément peuplée de Rosia Montana. Le projet d'exploitation consiste à décapiter quatre sommets montagneux pour transformer en cratères la région historique de Rosia Montana, la plus ancienne région minière de Roumanie. Traditionnellement, l'extraction du minerai a été pratiquée de manière artisanale dans des galeries souterraines. Dans les années 80, la société d'État Minvest a ouvert un petit secteur d'exploitation minière à ciel ouvert 20 fois moins important que le projet de RMGC. Celui-ci consiste à extraire 330 tonnes d'or de l'excavation de 220 millions de tonnes de roche. Pour ce faire, on devra utiliser des explosifs et 250 000 tonnes de cyanure dans cette gigantesque mine à ciel ouvert qui va générer une zone de plus de 700 hectares de déchets miniers. De plus, le secteur convoité abrite des vestiges archéologiques des époques romaine et austro-hongroise. Des temples, des termes, des fortifications et un réseau de galeries souterraines qui sont uniques au monde.

Alors que les citoyens résistent, les élus municipaux se font acheter et adoptent des résolutions pour faciliter l'implantation de la mine.

Cette année, un groupe d'investisseurs chapeauté par la Banque de Montréal a acheté pour 30 millions de dollars d'actions dans l'entreprise Gabriel pour l'aider à financer le projet aurifère.

Les autres acteurs importants sont la firme américaine *The American Miner Newmont* (impliquée dans un scandale de contamination de l'eau en Indonésie) qui détient 10,6 % des parts de Gabriel et la société *Minvest* qui possède 20 % des actifs. Le hic est qu'il faut convaincre les 2 000 villageois d'aller vivre ailleurs pour transformer en désert minier les magnifiques montagnes et la vallée traversée par une rivière panoramique qu'ils habitent.

Résistance citoyenne versus corruption politique

Dans cette région pauvre où le salaire moyen est de 100 $ par mois par habitant mais, précisons-le, largement compensé par un mode de vie agricole et autosuffisant, les promoteurs ont fait miroiter que leur projet, estimé à 600 millions de dollars, créerait de 15 à 25 000 emplois au cours des 16 prochaines années. Alors que selon les données, notamment, de la Banque mondiale, il ne créerait que de 200 à 300 emplois (incluant les spécialistes étrangers). Selon le dernier rapport émis par Gabriel, l'exploitation minière s'étalerait sur 14 ans et, au maximum de la production, 248 emplois seraient créés. La dernière année ce chiffre tomberait à 72 emplois.

Plus de la moitié des villageois opposent une résistance farouche et jurent qu'ils n'obtempéreront pas à la menace d'être délogés même pour tout l'or du monde. Regroupées sous l'association *Albumus Maior*, quelque 400 familles ont obtenu un soutien international dans leur lutte de résistance à ce projet dévastateur pour l'environnement et qui les priverait de l'emplacement exceptionnel dans lequel elles vivent. Notons que Stéphanie Roth, *d'Alburmus Maior*, a reçu le prestigieux prix Goldman pour l'environnement pour sa participation dans la lutte contre ce projet minier.

Alors que les citoyens résistent, les élus municipaux se font acheter et adoptent des résolutions pour faciliter l'implantation du projet *de Rosia Montana Gold Corporation*. Par exemple, en juillet 2002, la région de Rosia Montana a été déclarée zone industrielle à l'usage exclusif du consortium RMGC. Décision qui fut renversée par les tribunaux à la suite d'une poursuite déposée par le groupe *Albumus Maior*, présidé par Eugen David. Le cirque des poursuites va bon train dans ce dossier et chaque camp tente de faire renverser les décisions de l'autre.

Les élus ont concédé et permis l'acquisition de plusieurs terrains et favorisé l'accès aux services publics. On soupçonne qu'au moins trois des conseillers municipaux sur 13 sont « rémunérés » par RMGC et le rédacteur en chef du journal local aurait des liens plus ou moins étroits avec la corporation minière.

Cela vaut-il vraiment la peine que des familles quittent un lieu exceptionnel comme Rosia Montana, empreint d'une partie de l'histoire du peuple roumain, au profit d'un consortium minier étranger qui cherche à vampiriser la région de pour se mettre de l'or sous la dent et enrichir ses actionnaires ?

Pour en savoir plus : www.rosiamontana.org

* Ioana Cotutiu, cosignataire de ce texte est une Roumaine vivant au Québec. Elle fait partie du mouvement de résistance au projet RMGC avec de ses concitoyens roumains au Québec.

Une autre idée de la démocratie

La plupart des gens ont du mal à concevoir et à admettre, quand ils en entendent parler pour la première fois, le puissant terreau propagandiste sur lequel reposent et se sont développées de nombreuses institutions et conceptions de la communication de masse au sein des démocraties.

Aux États-Unis, la grande expérience fondatrice de la propagande a eu lieu lors de la Première Guerre mondiale, alors que la Commission on Public Information – ou Commission Creel, ainsi nommée d'après son président – a été créée pour amener la population américaine, majoritairement pacifiste, à entrer en guerre. Le succès de cette Commission a été total. C'est à partir de là que sont nés plusieurs des techniques et instruments de propagande des démocraties actuelles : distribution massive de communiqués, appel à l'émotion dans des campagnes ciblées de publicité, recours au cinéma, recrutement ciblé de leaders d'opinion locaux, mise sur pied de groupes bidon (par exemple des groupes de citoyens) et ainsi de suite.

À défaut du recours à la force pour contrôler la populace, on peut parfaitement la contrôler par l'opinion.

Walter Lippmann, un de ses membres influents, souvent donné comme le journaliste américain le plus écouté au monde après 1930, a décrit le travail de cette Commission comme étant « une révolution dans la pratique de la démocratie », où une « minorité intelligente », chargée du domaine politique, est responsable de « fabriquer le consentement » du peuple, lorsque la minorité des « hommes responsables » ne l'avaient pas d'office.

Cette « formation d'une opinion publique saine » servirait à se protéger « du piétinement et des hurlements du troupeau dérouté » (autrement dit : le peuple), cet « intrus ignorant qui se mêle de tout », dont le rôle est d'être un « spectateur » et non un « participant ». L'idée qui a présidé à la naissance de l'industrie des relations publiques était explicite : l'opinion publique devait être « scientifiquement » fabriquée et contrôlée à partir d'en haut, de manière à assurer le contrôle de la dangereuse populace.

Edward Bernays, neveu de Sigmund Freud, jouera lui aussi un rôle de tout premier plan dans le développement de l'industrie des relations publiques et de l'*ethos* politique qui la caractérise. Aucun doute en ce qui le concerne : les leçons de la Commission Creel avaient été apprises. Dans plusieurs ouvrages importants (*Crystallizing Public Opinion*, *Engeneering Consent* et *Propaganda* et une quinzaine d'autres), Bernays expliquera que, avec ce qui a été conçu et développé dans ce laboratoire de la nouvelle démocratie, il est désormais possible de « discipliner les esprits du peuple tout comme une armée discipline ses corps ».

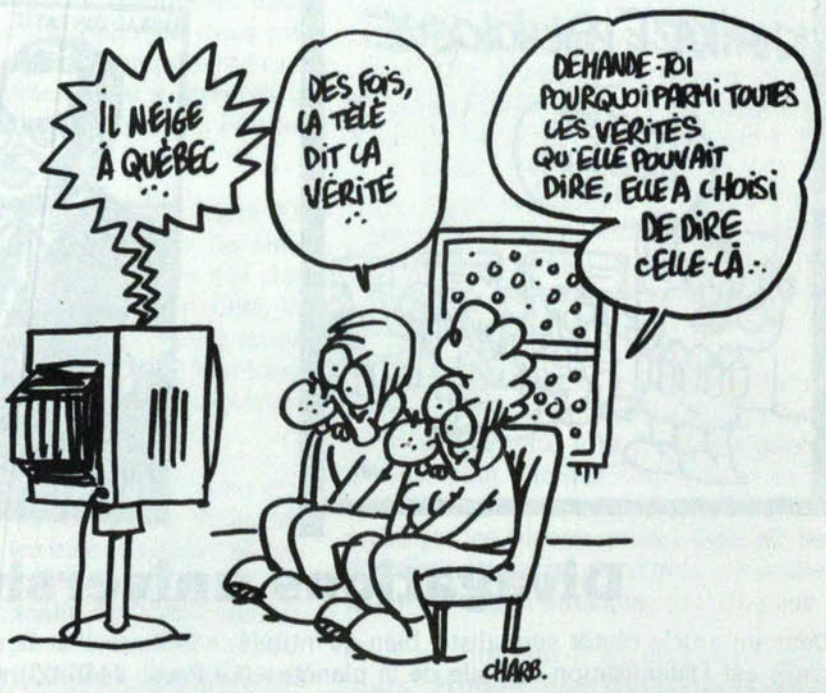
Bernays connaîtra, dans les relations publiques, une carrière dont les hauts faits sont légendaires. En 1929, le dimanche de Pâques, à New York, il organise une mémorable marche de femmes sur la Cinquième Avenue, mettant la cause féministe au service du droit des femmes à fumer la cigarette. Au même moment, pour Lucky Strike et American Tobacco, il aide les compagnies de cigarettes à dissimuler les preuves qui s'accumulaient déjà et qui montraient que le tabac est une substance mortelle.

Dans les années 1950, il se met au service de la United Fruit pour persuader le grand public du danger du communisme en Amérique latine. Il fait croire que le pays a confisqué ses terres à la compagnie en « injectant » de fausses nouvelles dans les médias américains et en mettant sur pied de faux groupes populaires masquant leurs véritables intentions sous des dehors nobles ou anodins. Le succès alla au-delà des espérances : en juin 1954, un coup d'État militaire « aidé » par la CIA renversait le gouvernement du Guatemala démocratiquement élu.

Il faut remarquer comment se trouvent mises en jeu dans ces pratiques des conceptions très particulières de la démocratie et de l'information. Ici, pour la majorité des gens, il s'agit d'une démocratie de spectateurs et non de participants. L'information à laquelle ils ont droit est celle que leur préparent les véritables acteurs de la scène démocratique. Cette information doit les divertir ; elle simplifie les informations à la mesure de ce qu'on pense être leur faible niveau de compréhension du monde – niveau qu'on souhaite bien sûr maintenir. Selon ce point de vue, la démocratie sainement comprise est donc fort différente de celle que la plupart des gens ont d'ordinaire et peut-être naïvement en tête.

Dans une des premières éditions de l'*Encyclopedia of Social Sciences*, parue dans les années 1930, un des plus éminents spécialistes des médias, Harold Laswell, expliquait qu'il importe surtout de ne pas succomber à ce qu'il nommait le « dogmatisme démocratique », c'est-à-dire l'idée selon laquelle les gens ordinaires seraient en mesure de déterminer eux-mêmes leurs besoins et leurs intérêts et qu'ils seraient donc en mesure de choisir par eux-mêmes ce qui leur convient. Cette idée est complètement fausse, assurait Laswell. La vérité est plutôt qu'une élite doit décider pour eux. Cela peut certes sembler problématique, du moins au sein d'une démocratie naïvement comprise. Mais Laswell proposait une solution bien commode : à défaut du recours à la force pour contrôler la populace, on peut parfaitement la contrôler par l'opinion.

Les firmes de relations publiques sont aujourd'hui de puissants acteurs du jeu politique et économique. Elles sont au service des entreprises, des gouvernements et de quiconque en a les moyens. Alex Carey a écrit, en un raccourci aussi exact que saisissant, que le XX^e siècle « a été caractérisé par trois développements de grande importance politique : celui de la démocratie, celui du pouvoir des entreprises et celui de la propagande des entreprises comme moyen de préserver leur pouvoir démocratique ». On ne saurait mieux dire.



Sans plus insister sur l'histoire des firmes de relations publiques et sur leur rôle, je pense que nous pouvons conclure ce qui suit : face à l'information en général et aux médias en particulier, quiconque souhaite exercer son autodéfense intellectuelle devrait faire preuve de la plus grande vigilance.

NORMAND BAILLARGEON

Extrait du « Petit cours d'autodéfense intellectuelle » de Normand Baillargeon, publié chez Lux en mai 2005, 344 pages. Bientôt en réédition (voir section Plogue, page 2).

Entretien avec Simon Jodoin, auteur de la lettre « Les PPP de la nationalité »

Le 23 juin dernier paraissait dans *La Presse*, une lettre ouverte (*Les PPP de la nationalité*) adressée à Mononc' Serge de la plume de Simon Jodoin (Simon J. & *The Fuckingrüvin Virtual Dumb Band*, Mort de rire, Tous Contre la Guilde, L'AMAQ *www.koolos.com*) reprochant entre autre à Mononc' et aux autres artisans de la Saint-Jean payante du Parc Jean-Drapeau, de mettre en pratique les philosophies même qu'ils critiquent habituellement : « Votre spectacle [présenté par le Groupe Gillet et La Tribu], me fait penser à ce vieux t-shirt du Che Guevara fabriqué à Taiwan par des enfants de *sweat-shop* que je portais au secondaire... »

Prenant cette lettre et le spectacle du 24 juin du Parc Jean-Drapeau comme point de départ à la réflexion, j'ai cherché à comprendre la responsabilité sociale et intellectuelle de l'artiste « engagé » en m'entretenant avec l'auteur de la lettre.

Jean-François Mercure : Crois-tu que le spectacle du Parc Jean-Drapeau était un spectacle politiquement engagé ?

Simon Jodoin : Si les Cowboys ou les Loco veulent faire de la politique de manière honnête comme ils s'en réclament tant, qu'ils cessent de faire de la démagogie et qu'ils appellent les choses par leurs noms : ce spectacle n'était pas une action citoyenne. C'était un spectacle aux profits de La Tribu et du Groupe Spectacle Gillett et il a été un mécanisme de variété qui a permis à Coke, Lesters et compagnie de vendre des hot dogs, de la bière et de la pizza *cheap* pour faire de l'argent. Qu'on nous dise que le contenu était politique ne changera rien à l'affaire ; entre Jean Charest et Nestlé qui font du lobbying pour la privatisation de l'eau, je suis persuadé que c'est de Nestlé qu'il faut se « libérer » et que Patapouf et ses libéraux ne sont que des clowns.

J-F.M : L'artiste politiquement engagé a donc tout un défi s'il veut rester cohérent tout en ne se salissant pas les mains.

S.J : Même si l'artiste engagé a le devoir de la cohérence du discours, je ne crois pas qu'il ait à être complètement pur, à moins bien sûr qu'il se soit engagé à l'être. Comme j'en parlais dernièrement avec Mononc' Serge, mieux vaut agir en se salissant un peu les mains que d'être condamné au *statu quo* que pourrait exiger la sainte pureté.

J-F.M : Quelle définition proposerais-tu à l'engagement ?

S.J : L'engagement est un peu comme le trésor de la langue dont parlait Saussure ; en parlant ou en s'engageant par soi-même, en donnant sa parole (et non simplement en prenant la parole) de manière constante, on contribue à un trésor collectif qui nous dépasse et qui est beaucoup plus grand et beaucoup plus profond que de faire chanter la même toune à 25 000 personnes.

Je suis persuadé que c'est de Nestlé qu'il faut se « libérer » et que Patapouf et ses libéraux ne sont que des clowns.

L'engagement est étranger à la logique de marché et doit être discret. Faire le tour des écoles du Québec à la recherche de jeunes ou de moins jeunes qui ne connaissent pas ton discours engagé et que tu peux sensibiliser, ça c'est de l'engagement même si tu ne mets pas ton nom dans tous les journaux avec ça. Si tu charges 30-40 pour un show politiquement « engagé » comme l'ont fait les Loco et les Cowboys, tu vas attirer tes fans et c'est tout. Personne ne se ramassera là par hasard et il y aura forcément redondance du discours.

J-F.M : Les nombreuses diatribes contre Jean Charest, pourraient-elles être ce que l'on nomme des positions engagées ? Quant à moi, je dirais qu'elles sont devenues un phénomène de mode. Quand on sait que plus de 50 multinationales rôdent autour de la Maison Blanche aux États-Unis depuis l'élection de novembre 2004 et qu'elles ont toutes contribué à la campagne électorale de Bush, on peut s'imaginer qu'ici, Jean Charest ne doit pas être la source de tous les maux. J'ai l'impression que certains artistes « engagés » ne frappent pas sur le bon clou ...

S.J : Au spectacle du parc Jean-Drapeau, j'ai rencontré un gars qui vendait des t-shirts « Va chier Jean Charest ». On assiste comme on le disait plus tôt, à une industrialisation de la mode (cette fois, la haine de Jean Charest). Je crois qu'on essaie de nous vendre l'idée selon laquelle, chiâler contre les libéraux ou contre Jean Charest, est le summum de l'engagement, alors que c'est tout à fait faux ; le vrai problème, il est ailleurs comme tu l'as dit. À taper toujours sur le même clou, nous devenons les fous du roi.

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

COMIX REMIX, T.1 Feu Mister Mercure (coll. Expresso, Dupuis) de Bourhis s'attache à décrire la lutte des clandestins-véritables parias au sein d'une société où règne la Corporation des superhéros-canons de normalité exacerbée avec des pouvoirs faisant l'objet, chacun, d'un marketing méthodique de leur image respective. Un sens du mélodrame et de la drôlerie doublé d'une mise à bas de loups sur des figures politiques affectionnant jeter de la poudre aux yeux. Tant qu'à démystifer, allons-y donc pour ces fouineurs affectionnants les découvertes exotiques sur des peuplades rabaissées au primitif... SOUS L'AFRIQUE, L'AFRIQUE (Fluide Glacial) de Hugot — un iconoclaste jouissif, colle aux pas du professeur Armstrong, de sa fille et d'un guide au physique d'ours pour quelques expéditions improbables desquels la sexualité — donc la curiosité pour l'autre déguisé sous des atours scientifique, prend des tours fantasmatiques. Que de découvertes... comme l'homme descend des arbres !

LA BULLE À BERTHOLD (Albin Michel) de Agrimbau et Ippoliti — un duo argentin rend hommage au théâtre révolutionnaire de Brecht en imaginant une troupe d'amputés (ainsi diminués pour crimes commis) utilisés dans un théâtre de marionnettes-humaines qui démêle, peu à peu, moult manipulations. Le processus d'improvisation sur un dialogue peureux enflamme les consciences autrement strictement spectactrices. JEANETTE POINTU, T.20 Chasseurs de tornades de Wasterlain commet la dynamique journaliste dans six reportages en lien avec le « développement durable ». Même si les sujets sont abordés sur le mode aventure trépidante, voici de quoi titiller un vaste public sur le réchauffement climatique, la déforestration, la désertification, la biodiversité, etc.

La BD constitue un cas d'espèce dans le domaine de l'édition et de la création en étant à la fois une machine à succès éditoriaux (pour de rares titres qui voilent la majorité de la production) et un gouffre dans la mesure où cet artisanat s'avère généralement coûteux en temps et en efforts. Les séries servent généralement à amortir les investissements. Trois livres viennent de paraître pour mieux comprendre ce type de livre dont les médias n'ont rien à dire. LES ÉDITEURS DE BANDE DESSINÉE, Entretiens avec Bellefroid (Nifelle) prend le parti de portraits de la BD actuelle en interviewant onze de ceux qui l'éditent — petit comme géants, ce qui permet bien des découvertes sur les rêves, haines et désirs de montreurs d'albums, sur l'introduction du manga et un certain retour du noir et blanc, etc. Les contributions d'une vingtaine de bédéistes illustrent, sans l'embellir, leur lien à l'éditeur en ajoutant aux propos. La fiction dépasse fréquemment la réalité. Incidemment, il n'est peut-être pas dû au hasard que coup sur coup paraissent deux BD sur la BD. L'AFFFAIRE BELGE (coll. Ligne Rouge, Casterman) de Sokal mène son inspecteur buvard aux pieds palmés dans les méandres d'une reprise de série à succès. Prétexte à hommage mais également à amertume sur le phénomène de foire en abordant même le dopping ! DÉCIME-MOI UN MOUTON (Glénat) de Rodier et Corteggiani lance leur détective Simon Nian sur la piste d'un bédéiste tenu pour mort qui refait surface. Ici encore le domaine de l'édition, de la mise en spectacle et même les accointance politiques nourissent ce récit dans la lignée de Tillieux qui affectionnait l'action et les calembours.

VALENTIN TARDI

Révolutions

LA DESCENTE DU COUDE, L'indécence du coup (Dare To Care/ Local)
Un disque indispensable pour sa force de frappe tant musicale que ses textes résistants pouvant rappeler l'inventité de Sol. Un rock débridé qui lâche sa fougue alterno-punk sans jamais oublier des digressions mélodiques aussi inusitées que des oiseaux moqueurs. Le programme ? Des vers et des airs qui sont autant de leviers, des armes à double tranchant pour revendiquer l'indécence ; pour choisir le sens à donner à nos mots, à nos cris, à nos vies. Tout un contre-coup !!!

OZTARA, Ensorsoleil (Oztara/ Local)
Debout les fous ! Voilà le leitmotiv de ce quatuor troubadour qui se réclame du ludique et du sourire. À deux gars (guitare, contrebasse) deux filles (accordéon, djembe-cajun), ils communiquent avec emphase que l'argent nous étouffe si, et seulement si, nous abandonnons notre joie de vivre résistante. À savoir : rire à la face du capital mécréant en devenant étranger !!! Notamment en le boycottant et en se tenant debout plutôt que larmoyant à genoux... Ça frétille, les voix se répondent, les rythmes latins/ musette (et les langues multiples) cassent la baraque pour prendre le grand air et ouvrir les chemins autogérés du bonheur ici et maintenant !

LA CAGE DE BRUITS, Pouvoir (Thundra/ Local)
Pour ce deuxième album, le groupe sera passé de quatuor à trio, pour renaître en quatuor et remettre les pendules à l'expérimentation tout en accentuant ses qualités percussives hardcore avec non pas un mais deux batteurs-percussionnistes. Les piliers, Danielle à la basse et au chant, qui embrase des possibles rares, et Patrick, donnant ici une guitare à tout point de vue unique, se sont visiblement surpassés en décuplant le spectre de leur musique. La Cage de Bruits cosigne la réalisation de cet album emblématique avec Vincent Peake (Groovy Aardvark) visiblement pertinent à surenchérir dans une démarche périlleuse. À cet égard les textes dépassent les simples positions prédéterminées pour recentrer la lutte à partir de nos désirs les plus intimes... D'où ce pouvoir de braver « l'chaos d'la fatalité ».

MARCEL ET SON ORCHESTRE, Aimez-vous les uns dans les autres (Meso/D7/Dep)
Incontournable ska punkarnavalesque et chanson texto du Nord de la France, les Marcels ne reculent pas devant la bouffonerie et se travestissent volontier. Un peu comme les mensonges et l'hypocrisie des discours qui pourrissent quotidien et futur... Voici enfin une anthologie à prix québécois de leur plus hilarantes farces et attrapes incluant Comme un balai, Si ça rapporte, Blasphème, Les Vaches, etc. Des bédéistes tels Mo/CDM, Solé et Boucq ont réalisés de leur pochettes d'albums soulignant ainsi leur propension humoristique.

NO ONE IS INNOCENT, Revolution.com (Universal/Island)
Tétanisant que ce retour reformulé. Kemar, un membre fondateur, remet le nom du groupe à jour à partir d'une rencontre (Kmille d'UHT), et l'électro punk brûlant de ce groupe détaillant l'urgence... n'en est que bonifié et plus direct : « Tu dois te servir de ce qui reste de braises/Désobéir pour contourner le pire/Alors maintenant, étonne-moi ». Les soldats carbonisés de la pochette-sur fond vert pomme, témoignent autant de ce lance-flamme musical !

V/A, TAKE PENACILIN NOW (G7 Welcoming Committee)
Il y a longtemps que cette étiquette anarchiste Winnipeg se promettait une vitrine bourrée d'inédits avec ces groupes phares. La voici ! Le titre évoque les campagnes de peur subies par les citoyens désinformés afin de justifier l'injustifiable. Si le hardcore (Malefaction, Hiretsukan, Che Chapter 127, etc.) constitue un pilier de la maison, d'autres dénominations de la marge cohabitent avec aplomb ; pensons à Clann Zu (dark folk métal), Warsawpack (jazz hi hop), Rhythm Activism (chanson), Mico (alternatif), Randy (punk rock), etc. Submission Hold offre Démocratie (inédit) un texte francophone unique mais touchant. Pour palier au manque d'info du livret voir www.g7welcomingcommittee.com

RAMON VITESSE

Musique peu ordinaire...

Lundi 22h00
L'Oreille cassée :
musique avariée

Samedi 16h00
L'Homme Scalp :
musique du monde ordinaire

Dimanche 23h00
Fais-le toi-même :
musique domestique

89 ckrl

CKRL MF 89.1 à Québec
câble 89.5
www.ckrl.qc.ca

Le Couac, août 2005, page 8

Le Watergate de Bush

L'affaire Plame se métastase

UN DOSSIER DE JACQUES BOUCHARD

Malgré les attentats terroristes de Londres et la tentative de Bush de détourner l'attention des médias en nommant un juge conservateur à la Cour Suprême plus tôt que prévu, l'affaire Valerie Plame (voir ci-dessous) demeure le dossier chaud de l'été dans la presse étasunienne. De plus en plus de gens croient que tous les éléments sont en place, pour que le « Plamegate » devienne le Watergate de George W. Bush.

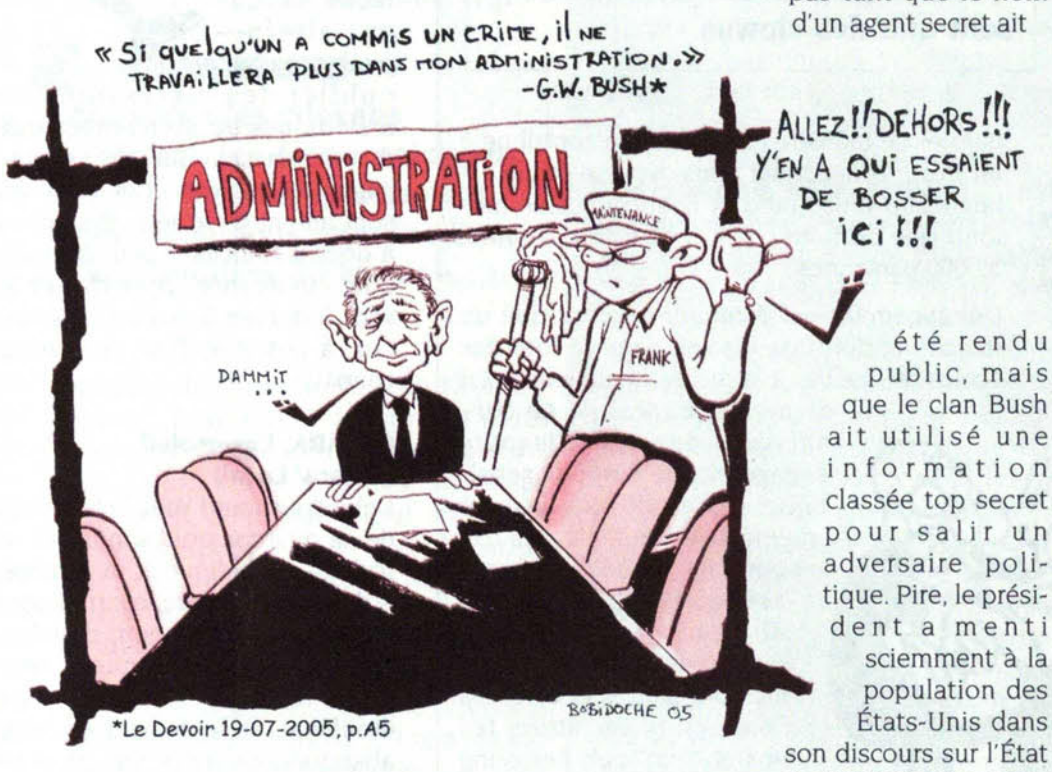
La journaliste Judith Miller du New York Times (NTY) est en prison depuis le 6 juillet pour avoir refusé de dévoiler la source d'un article qu'elle n'a pas écrit sur l'affaire (voir encadré ci-contre). Son emprisonnement a eu le mérite d'attirer l'attention des médias sur un événement presque passé inaperçu il y a deux ans, qui prouve que le président Bush savait qu'il mentait en affirmant dans son discours sur l'État de l'Union du 28 janvier 2003, que : « Le gouvernement britanique a appris que Saddam Hussein a tenté récemment de se procurer d'importantes quantités d'uranium en Afrique » (notre traduction).

Même s'il est toujours triste de voir une journaliste emprisonnée, on peut dire que Judith Miller a mérité son triste sort. Malheureusement, à l'exemple d'Al Capone, elle n'y est pas pour les bonnes raisons. Les éditeurs du NYT et les éditorialistes de la grande presse commerciale, ont présenté Miller comme une héroïne de la liberté de la presse. Une opinion qui ne fait pas l'unanimité.

Fairness & Accuracy in Reporting (FAIR www.fair.org) a publié une analyse médiatique sur l'affaire, intitulée : Défendre Miller, un choix indéfendable. On y explique en substance que le but de la confidentialité des sources journalistiques est de protéger l'identité des dénonciateurs (whistleblowers) qui prennent des risques en dévoilant des renseignements d'intérêt public cachés par un gouvernement, une multinationale ou une organisation criminelle. Même les éditorialistes du NYT reconnaissent que la protection des sources n'est pas absolue, et que l'intérêt public doit primer sur la protection d'un criminel.

Les membres du gouvernement Bush, que ce soit Karl Rove, Lewis « Scooter » Libby, ou un autre, n'ont pas dévoilé aux journalistes le nom d'une agente de la CIA pour défendre l'intérêt public, mais pour le manipuler. « Il est difficile de soutenir que l'intérêt public est bien servi quand un membre influent du gouvernement punit un dénonciateur en dévoilant des renseignements classés secrets », peut-on lire dans le rapport de FAIR.

Le journaliste Greg Palast a écrit : « Karl Rove ou n'importe membre du régime Bush [...] n'est pas une source mais un fonctionnaire du gouvernement qui utilise une information confidentielle pour commettre un crime dans le but de punir un vrai dénonciateur » (www.greg-palast.com). Rove, un homme machiavélique spécialiste des coups fourrés, savait qu'en dévoilant le nom de Valérie Plame à des journalistes, ceux-ci seraient moralement tenus de protéger son identité. Pour Bill Israël, professeur de journalisme qui a enseigné Presse et politique au côté de Rove à l'Université d'Austin au Texas, le Plamegate est l'exception qui confirme la règle. « Les journalistes en tant que communauté ont été pris pour des pigeons par le stratège en chef du président, Karl Rove, en lui permettant d'abuser du Premier Amendement, en l'invoquant. [...] Quelle belle façon d'enfreindre la loi sans contrainte ou de camoufler un crime sous le couvert du journalisme [...] » (Editor & Publisher 5-7).



*Le Devoir 19-07-2005, p.A5

Greg Palast croit que les journalistes n'auraient jamais dû protéger Rove, mais le dénoncer dès le début. Palast écrit : « Le Times (NYT) aurait dû publier un article titré : L'HOMME DE MAIN DE BUSH COMMET UN CRIME POUR PUNIR UN DÉNONCIATEUR » (majuscules de Palast).

Mais la grande question c'est : qui a dit à Karl Rove et Lewis Libby que Valerie Plame était un agente de la CIA ? Aux dernières nouvelles, l'information viendrait d'un mémo commandé par le Département d'État amené à bord d'Air Force One par Collin Powell lors d'un voyage en Afrique en juillet 2003. Karl Rove n'était pas du voyage. De plus, Rove a signé une décharge libérant les journalistes de leur parole et leur permettant de témoigner. Ce qui a incité les journalistes impliqués à collaborer à l'enquête. Seule Judith Miller a refusé de témoigner. Protégerait-elle quelqu'un de plus important que Rove ? That is the question !

Karl Rove, est l'arbre qui cache la forêt. Inutile de faire tomber Rove. S'il perd son poste officiel, il ira faire le même travail comme consultant privé. L'enjeu est beaucoup plus important. Rove est l'homme de main de Bush. Il n'a pas agi seul, ni dans son intérêt personnel. Comme d'autres l'ont fait remarquer, l'important, ce n'est pas tant que le nom d'un agent secret ait été rendu public, mais que le clan Bush ait utilisé une information classée top secret pour salir un adversaire politique. Pire, le président a menti sciemment à la population des États-Unis dans son discours sur l'État de l'Union. Un mensonge qui devrait logiquement conduire à sa destitution. Richard Nixon a dû démissionner après avoir menti dans l'enquête du Watergate, et les Républicains ont tenté d'avoir la peau de Bill Clinton parce qu'il aurait menti à la nation en déclarant : « Je n'ai pas eu de relation sexuelle avec cette personne », à l'enquête du Zippergate.

Les démocrates, John Kerry en tête, réclament une enquête du Congrès. « Le scandale se métastase. C'est le modèle du Watergate. Ce qui au départ semblait être un incident isolé se révèle graduellement être une parcelle d'un large abus de pouvoir » (Operation Coverup éditorial du Los Angeles Times 27-7). « Le rôle de Rove et de ses associés est un petit incident dans un très vaste scandale – l'effort de tromper l'Amérique en laissant croire qu'elle faisait face à une menace suffisante pour justifier une guerre. » (Christian Science Monitor 15-7). Les médias réalisent, un peu tard, qu'un petit groupe de faucons néoconservateurs a profité des attentats du 9/11 pour faire une guerre criminelle injustifiée dont ils faisaient la promotion depuis au moins une décennie. Ils ont manipulé les journalistes pour arriver à leur fins, et provoqué la mort de milliers de civils irakiens et de soldats étasuniens.

On exécute pour bien moins que ça dans le Texas de George W. Bush. Si seulement on leur imposait à chacun, un an de prison par bombe à fragmentation tombée sur Bagdad, on serait débarassé de ces fripouilles pour quelques milliers d'années.

Pourquoi Judith Miller mérite la prison

Ironiquement, Judith Miller n'a pas écrit d'article à la suite de l'appel de Karl Rove. Apparemment, un autre témoin a cité son nom pendant une déposition. Si Miller a bien mérité de se retrouver à l'ombre, c'est pour avoir trompé l'opinion publique et contribué largement à fabriquer le consentement à la guerre d'Irak. Il est assez contradictoire qu'elle se place aujourd'hui en protectrice du droit du public à l'information, après avoir si bien trompé ses lecteurs.

Judith Miller est une journaliste vedette du New York Times (NYT) spécialisée dans les « armes de destruction massive » (ADM). « Elle est la personne qui a fait le plus, à l'exception peut-être de George Bush, pour propager l'idée que le régime de Saddam Hussein possédait des ADM, et par extension, que la guerre avec l'Irak était nécessaire et inévitable » (Salon 28-12-04). Miller a écrit de nombreux articles « exclusifs » sur l'arsenal imaginaire de Saddam Hussein : les tubes d'aluminium qui devaient servir à produire de l'uranium, les histoires de manufactures d'armes souterraines, d'armes chimiques ou bactériologiques, de programmes nucléaires, de bunkers antinucléaires et autres histoires d'horreur inventées qui ont servi à promouvoir l'invasion de l'Irak. Tout faux. Une bonne partie de cette désinformation a été publiée à la Une du NYT, et reprise chaque fois par les faucons du clan Bush dans leurs apparitions publiques. Les articles de Miller, leur ont servi de « preuves » d'un danger imminent. Et les journaux du monde entier en ont fait écho.

La plus grande partie de la désinformation relayée par Judith Miller avait comme source Ahmed Chalabi du Congrès national irakien (CNI), l'homme qui voulait être calife à la place du calife. Chalabi et le CNI étaient financés par le ministère de la Défense des États-Unis pour fournir les renseignements. Miller a déclaré couvrir Chalabi depuis environ dix ans et qu'il « lui avait fourni la plupart des renseignements des articles exclusifs sur les ADM qui ont fait la Une du journal » (New York Review of Books 26-2-04). De plus, Miller a systématiquement occulté dans ses articles les rapport des agences gouvernementales et internationales contredisant les allégations de ses protégés.

Les articles de Judith Miller sur les ADM ont discrédité le quotidien new yorkais qui a dû publier des excuses publiques en éditorial... en mai 2004, plus d'un an après le début de la guerre.

Difficile à dire jusqu'à quel point Judith Miller est responsable de la guerre en Irak, mais une chose est sûre, quatre mois de prison c'est peu cher payé pour le rôle qu'elle a joué.

Le Plamegate

L'histoire a réellement commencé à la fin de 2001, quand les services secrets italiens ont « découvert » certains documents démontrant que Saddam Hussein aurait tenté de se procurer de l'uranium au Niger, dans le but de fabriquer des bombes atomiques. En février 2002, la CIA alertée par les Italiens, envoie en mission spéciale au Niger l'ex-ambassadeur Joseph C. Wilson IV pour faire enquête. Wilson a rapidement réalisé que les documents obtenus des Italiens étaient contrefaits, en a informé la CIA, qui a transmis un rapport à la Maison Blanche. Mais les stratèges du clan Bush, décidés d'attaquer l'Irak coûte que coûte, ont quand même inclus la fameuse déclaration non fondée sur l'uranium « africain » dans le discours de Bush en janvier 2003, en dépit des réticences de la CIA.

Le 7 juillet 2003, le New York Times publie une lettre ouverte de Wilson accusant l'administration Bush d'avoir manipulé les renseignements sur les programmes d'armement de Saddam Hussein, pour justifier l'invasion de l'Irak. La lettre déstabilise le clan Bush. Wilson est un diplomate de carrière et sa crédibilité ne peut pas être mise en doute. Embarassée, la Maison Blanche admet à contrecoeur que les allégations sur l'uranium n'auraient pas dû se retrouver dans le discours sur l'État de l'Union, et George Tenet, alors directeur de la CIA, joue le bouc émissaire.

Une semaine plus tard, le 14 juillet, le columnist conservateur Robert Novak écrit que l'administration Bush n'avait pas trouvé convaincant le rapport de l'ex-ambassadeur Wilson, sur les tentatives de Saddam Hussein de se procurer de l'uranium au Niger. Selon deux représentants anonymes de l'administration Bush, qui se sont confiés à Novak, Wilson était peu crédible parce qu'il aurait obtenu sa mission grâce à sa femme Valerie Plame, travaillant pour la CIA sur le dossier des armes de destruction massive (ADM).

C'est là que la marde a frappé les pales du ventilateur, comme disent nos voisins Anglos. La CIA s'est sentie trahie. Il est interdit aux employés et aux membres du gouvernement de dévoiler l'identité d'un agent secret. Les contrevenants sont passibles de dix ans de prison. Valerie Plame était une agente civile sans couverture diplomatique, c'est-à-dire en mission secrète. Plame une spécialiste des ADM était employée par Brewster-Jennings & Associés, un front de la CIA. Comme l'ont expliqué aux médias d'anciens agents, dès la publication de son nom, les services secrets de tous les pays ont passé au crible leurs bases de données. Toutes les personnes avec qui Plame a été en contact se trouvaient automatiquement « brûlées » et la sécurité de certaines d'entre elles était compromise. La compagnie paravent a dû cesser ses activités. Pour certains, dévoiler l'identité d'un agent secret en temps de guerre est une trahison.

Qui a contrefait les documents du Niger ?

Vincent Cannistaro, l'ancien directeur du contre-terrorisme de la CIA et directeur du renseignement au Conseil de la sécurité nationale sous Ronald Regan a déclaré en avril dernier lors d'une interwiew à KPFK, une station radio de Los Angeles, que : « Les documents du Niger ont apparemment été fabriqués aux États-Unis, pour être rendu public par le biais des Italiens. »

La CIA a réclamé une enquête. Karl Rove, le conseiller politique de Bush a été le principal suspect dès le début. On sait aujourd'hui que dans les jours qui ont suivi la publication de la lettre de Wilson, Fleur de bouse1 et « Scooter » Libby, le bras droit de Dick Cheney, ont contacté au moins six journalistes, non pour leur couler des renseignements, mais pour les convaincre de ne pas écrire sur l'affaire Wilson. Ils n'avaient pas l'intention de dévoiler l'identité de Valerie Plame, mais de détruire la crédibilité de Wilson, en laissant croire qu'on lui avait confié la mission grâce à l'intervention de son épouse. On sait que Rove a conseillé au journaliste Matthew Cooper « de se tenir loin de Wilson ».

Rove et Libby ont tenté d'étouffer l'affaire Wilson dans l'œuf. Ils ont fait le pari que les journalistes n'écriraient pas sur le sujet, pris entre l'obligation de protéger leurs sources et la crainte d'enfreindre la loi en dévoilant l'identité d'un agent secret. Judith Miller, la spécialiste des ADM au New York Times a bien compris le message et n'a justement pas écrit sur le sujet...

Rove et Libby ont perdu leur pari et leur magouille leur a pété au nez.

1 - On surnomme Rove le Cerveau de Bush. Doublevé pour sa part l'appelle « Turd Blossom » (Fleur de bouse : nom vulgaire d'une fleur texane qui pousse sur les bouses).